

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60 000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 29/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL COATING)**

29 rue Jules Uhry  
60160 Thiverny

IC-R/0270/23-YY  
Code AIOT : 0005101361

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) implanté Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL COATING) ;
- Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire ;
- Code AIOT : 0005101361 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Non.

La société AKZO NOBEL Decorative Paints France de Montataire est spécialisée dans la fabrication de peintures de grandes marques (ASTRAL, LEVIS, SIKKENS, TRIMETAL, VALENTINE, etc.). Les

peintures sont destinées à l'utilisation grand public et bâtiment. Celle-ci consiste à mélanger divers composés pour fabriquer des peintures en phase aqueuse.

Les opérations de fabrication ne produisent pas de réactions chimiques entre les matières premières.

Les produits fabriqués sur le site sont vendus soit directement par Akzo Nobel via ses différents points de vente soit aux professionnels du bâtiment, aux établissements de bricolage et aux artisans.

Les activités du site sont encadrées par plusieurs actes administratifs dont notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et de revêtement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1 : Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2019, article 14	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Cependant, compte tenu de la consommation annuelle d'eau du site supérieure à 50 000 m<sup>3</sup> (seuil définissant les gros consommateurs), l'exploitant devra mettre en place un plan d'action sécheresse qui sera prescrit ultérieurement par arrêté préfectoral complémentaire.

En outre, il sera proposé dans le même arrêté une étude technico-économique. L'objectif de celle-ci est de réduire au maximum la consommation d'eau du site de Montataire.

## 2-4) Fiches de constats

**PC 1 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveau de prélèvement (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
<b>Constats :</b>  Aucune valeur portant sur la consommation d'eau du site n'a été prescrite par arrêté préfectoral.  Les déclarations GEREP portant sur la consommation d'eau de 2019 à 2022 sont précisées ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>– Année 2022 : 50 670 m<sup>3</sup> ;</li><li>– Année 2021 : 50 352 m<sup>3</sup> ;</li><li>– Année 2020 : 49 149m<sup>3</sup> ;</li><li>– Année 2019 : 88 334 m<sup>3</sup> ;</li></ul> L'année 2019 correspond à une forte production, cela explique la corrélation entre la consommation de l'eau et l'activité de fabrication de peinture à l'eau.  En résumé, excepté l'année 2020, la consommation d'eau du site est supérieure à 50 000 m <sup>3</sup> (seuil permettant de déterminer les gros consommateurs d'eau). Aussi, l'exploitant devra mettre en place un plan d'action sécheresse qui sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement. Par ailleurs, dans ce même arrêté une étude technico-économique sera prescrite. L'objectif de celle-ci est de réduire au maximum la consommation d'eau du site de Montataire. Les consommations d'eau annuelle et journalière seront prescrites dans cet arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet